

Marceau Pivert chargé de mission, par Jean Rabaut

juin 1936 – février 1937

Nous avons déjà vu le travail cinématographique de Pivert à la Fédé de la Seine, nous publions ces extraits de *Tout est possible!* de Jean Rabaut (Denoël, 1974) pour avoir un premier aperçu de celui à la radio.

A peine son ministère formé, Léon Blum offre à Marceau un poste de chargé de mission à la présidence du conseil, pour s'occuper de cinéma et de radio. Après consultation de ses amis, qui sont unanimes, sauf Daniel Guérin, à lui conseiller d'accepter, il donne son accord. Pour le moment, du reste, il n'a pas de difficulté à être à la fois G.R. et gouvernemental. Les choses vont vite: le 5 juin, le gouvernement se présente devant les Chambres. Le 7 sont conclus les « *accords Matignon* » entre le ministère, le patronat et la C.G.T. (...) Le 9, Léon Blum dépose des projets sur la semaine de quarante heures et les congés annuels payés. La revue des pivertistes peut étaler en première page un graphique intitulé « *Lutte de classes et rythme des réformes* » qui met en évidence le rapport entre l'importance de la vague gréviste et la succession des décisions favorables au monde du travail.

Le 14 juillet, il y a eu un nouveau défilé monstre, avec des discours dont Marceau a été le principal ordonnateur, mais aussi l'auditeur critique. Déjà la Gauche révolutionnaire signale que les prix montent, que certains patrons pratiquent des lock-outs, qu'ils constituent des syndicats jaunes.

Quand Léon Blum déclare, le 14 juillet, devant le peuple assemblé: « *Nous vous demandons de nous laisser libres de diriger nos mouvements et de régler notre progression* », nous répondons: « *Ce qui imprime le rythme des réformes, ce sont les rapports instantanés de force entre les classes.* » Ce n'est pas du gouvernement, mais surtout des manifestations de la masse que les réformes dépendent. Et, lorsque Blum, dans le même discours, déclare: « *Les formes données aux revendications ouvrières contiennent des risques sérieux, que notre devoir est de signaler dès qu'elles ont pour effet de propager ou de prolonger un état de malaise et d'alarme* » (...) il démontre simplement qu'après avoir été porté par la vague ouvrière, le gouvernement qu'il dirige subit en pliant l'échine la formidable contre-attaque menée par le capitalisme. (Gauche révolutionnaire, juillet-août 1936).

(...) Le 20 juillet au matin, Léon Blum a reçu un télégramme – rédigé en clair! – du président du Conseil espagnol: « *Sommes surpris par dangereux coup de main militaire. Vous demandons de vous entendre immédiatement avec nous pour fourniture d'armes, d'avions. Fraternellement. Giral* » (...) Qu'en est-il de l'aide pratique, directe, que les amis de Marceau Pivert donnent à l'Espagne antifasciste? Marceau, en charge des affaires de la radio d'État sous Jules Moch, secrétaire général du gouvernement, se rend à Barcelone durant une quinzaine. Il y conclut un accord avec la radio catalane, au pouvoir du comité central des milices, accord en vertu duquel les catalans enverront à la radio française une série quotidienne de nouvelles à diffuser; mais cette décision est annulée par Jules Moch, qui négociera une convention avec la radio madrilène, davantage sous le contrôle du gouvernement central. Cependant Marceau profite de son poste pour surveiller les manèges des agents franquistes en France et au Maroc, et communique ce qu'il sait aux camarades du P.O.U.M. Il

favorise aussi l'acquisition d'armes par les Espagnols [1]. Il est en contacts réguliers avec un militant de la G.R. déjà nommé, Maurice Jaquier, qui fait le va-et-vient entre Paris et l'Espagne (...) En neuf mois, écrit Jaquier, à raison de deux convois au minimum par semaine, le comité aura envoyé de 1 700 à 1 800 camions Renault de cinq tonnes, soit 7 à 8 000 tonnes de matériel militaire ou stratégique (...) Les armes convoyées par l'entremise de la G.R. étaient remises sans discrimination au comité central des milices, tandis que celles de provenance russe – bien que payées par la République espagnole – étaient livrées au seul P.S.U.C. d'obédience communiste. (...) Enfin, nombre de jeunes militants s'étaient simplement engagés dans les milices du P.O.U.M., soldats du rang ou infirmières; plusieurs, bientôt, devaient tomber au combat.

(...) Marceau Pivert a pu durant plusieurs mois tenir à la fois le rôle d'ordonnateur des grandes cérémonies du Front populaire, de superviseur à la radio et de leader de la G.R., sans trop de contradictions. A la radio, il s'occupe de trois postes d'État: Paris P.T.T., Radio-Paris et Radio-Colonial. Il dépend à la fois du ministre des P.T.T., Jardillier, d'un conseil supérieur, l'un et l'autre sans efficacité réelle ni désir d'en avoir, et de Jules Moch – dont nous avons vu qu'il ne le laissait pas toujours faire –, puis d'Yves Châtaigneau, secrétaire général du gouvernement. Lui-même, trop occupé par l'aide à l'Espagne et du reste plus libéral que ne laisserait supposer le caractère virulent de ses prises de positions publiques, n'impose aucune ligne aux responsables des informations. Mais il accorde à la C.G.T. un quart d'heure par semaine, au Centre confédéral d'éducation ouvrière deux demi-heures hebdomadaires. Il réintègre Louis Vallon, chroniqueur économique, socialiste modéré, naguère éliminé par un ministre de droite; il fait entrer Pierre Paraf, homme de gauche sans parti, et aussi Pierre Brossolette, rédacteur au Populaire. A Radio-Colonial il place Georges Pioch au lieu d'un fascisant, Louis Dumat. les uns et les autres, si leur « *objectivité* » n'est pas la même que celle de tel ou tel qui serait de droite, gardent néanmoins le ton objectif, ce qui n'empêche pas la presse de droite de les dénoncer avec passion. Pivert est dans l'impossibilité, vu les règles de la fonction publique, d'éliminer des hommes qu'il considère comme des ennemis. En fin de compte, il agit en S.F.I.O. plus qu'en G.R. Aussi, devant les réserves émises par certains de ses camarades, est-il amené à préciser que ses fonctions sont strictement « *techniques* », « *ne comportant aucune initiative, par conséquent aucune responsabilité* », et n'étant au surplus dotées d'aucun crédit (Gauche révolutionnaire, 10 octobre 1936). Outre son action à l'intérieur du parti, il participe à des meetings communs avec les Jeunesses socialistes de la seine, dont la majorité est passée sur ses positions, les J.S.R. et la Jeunesses anarchiste-communiste, contre les deux ans et la politique espagnole du gouvernement [2]. Il collabore, avec ses amis, à La Vague, organe qui sert de lieu de rencontre aux pacifistes et aux socialistes révolutionnaires.

(...) Pivert est poursuivi en justice sur la plainte de certains particuliers, pour avoir incité les soldats à la désobéissance s'il venait à se produire un cas analogue à celui de la rébellion espagnole, et « *pour provocation au meurtre* » par Doriot et par le gangster Sabiani, ce qui provoque des sourires entendus et des remarques aigres-douces chez ses camarades qui évoquent « *l'indépendance de la magistrature* » [3]. Et quand, à propos du suicide de Roger Salengro, poussé au désespoir par les calomnies d'une certaine droite qui l'accusait d'avoir déserté pendant la guerre, Madeleine Hérard déclare que si la désertion avait réellement eu lieu, il n'aurait pas failli aux yeux de ses camarades (...) on sent que le divorce est profond entre la plupart des éléments de la G.R. et la majorité du parti.

Un article de Marceau, paru dans la tribune libre du Populaire le 12 janvier 1937, est censuré par la direction, après que Paul Faure a déclaré en réunion de la C.A.P.: « *Il ne faut pas croire que l'action de la gauche révolutionnaire n'est pas dangereuse, qu'une écrasante majorité se dégagera toujours contre elle. Il y a cent mille nouveaux hommes dans le parti, qui peuvent être la proie d'une démagogie facile* ». Et Grumbach, s'adressant à Pivert: « *Est-ce que le sort de la France n'est pas plus important que ta conception de la liberté de pensée à l'intérieur du parti?* » Le 19, le secrétariat envoie aux Fédérations une circulaire, la circulaire 273, pour les mettre en garde contre les « *tentatives de désagrégation* » de la G.R. Le 28, Marceau quitte ses fonctions à la présidence du conseil: « *Non! je ne serai pas un complice silencieux et timoré. Non! je n'accepte pas de capituler devant le capitalisme et les banques. Non! je ne consens ni à la paix sociale ni à l'union sacrée.* » Quinze jours avant, Léon Blum avait annoncé une « pause » dans la poursuite des réformes sociales. Le 6 mars, il fait voter un emprunt spécial de défense nationale avec garantie et option de change. Le 16, c'est la fusillade de Clichy.

Notes:

[1] Jules Moch, Le Front populaire, grande espérance, n. 219, J.-G. Gorkin, préface à Marceau Pivert, A donde va Francia ?

[2] Lutte ouvrière, 17 octobre 1936.

[3] Vague, 1^o décembre 1936. Gauche révolutionnaire, 15 décembre 1936.